

Direction régionale et interdépartementale de
l'environnement, de l'aménagement et des
transports

78-2024-12-23-00010

arrêté portant mise en demeure - Installations
Classées pour la Protection de l'Environnement -
Société REVIVAL à Limay (78520), 12 avenue du
Val, installations de transit de déchets et de
dépollution de véhicules hors d'usage

ARRÊTÉ
portant mise en demeure
Installations Classées pour la Protection de l'Environnement
Société REVIVAL à Limay (78520), 12 avenue du Val, installations de transit de déchets
et de dépollution de véhicules hors d'usage

LE PRÉFET DES YVELINES
Chevalier de la Légion d'honneur
Chevalier de l'Ordre national du Mérite

Vu le code de l'environnement, en particulier ses articles L. 171-8, L.511-1 et R.511-9 5 ;

VU le décret du 7 février 2024 portant nomination de Monsieur Frédéric ROSE en qualité de Préfet des Yvelines ;

Vu l'arrêté du 28 avril 2014 relatif à la transmission des données de surveillance des émissions des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté du 20 juin 2023 relatif à l'analyse des substances per- et polyfluoroalkylées dans les rejets aqueux des installations classées pour la protection de l'environnement relevant du régime de l'autorisation ;

VU l'arrêt préfectoral n°09-114/DDD du 28 octobre 2009 modifié autorisant la société GUY DAUPHIN ENVIRONNEMENT (GDE) à exercer des activités de transit de déchets, et de dépollution de véhicules hors d'usage sur la commune de Limay, 12 avenue du Val, et valant agrément sous le numéro PR 000 15 D pour effectuer la dépollution de véhicules hors d'usage (VHU) ;

VU l'arrêt préfectoral complémentaire n°2014293-0007 du 20 octobre 2014 portant agrément de la société GUY DAUPHIN ENVIRONNEMENT (GDE), exploitant des installations de dépollution et de démontage de véhicules hors d'usage sur la commune de Limay, 12 avenue du Val ;

VU l'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires n°2018-46705 du 20 juillet 2018 relatif aux modifications des conditions d'exploitation sollicitées par la société GUY DAUPHIN ENVIRONNEMENT (GDE) et au classement des installations exploitées sur le site de Limay (78520), 12 avenue du Val ;

VU l'arrêté 78-2024-03-04-00014 du 4 mars 2024 du Préfet des Yvelines portant délégation de signature à Madame Emmanuelle GAY, Directrice régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports d'Île-de-France ;

VU la décision DRIEAT-IDF n° 2024-0780 du 6 novembre 2024 portant subdélégation de signature du préfet des Yvelines

VU l'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires n°78-2024-05-28-00005 du 28 mai 2024 relatif au changement d'exploitant, aux modifications des activités exercées sur le site, au dépôt d'une demande d'agrément VHU du centre de gestion et traitement de véhicules hors d'usages (VHU) de Limay (78520), exploité par la société REVIVAL sise Z.I. n°4 à Saint-Saulve (59880) ;

Vu le courrier en date du 6 septembre 2024, notifié le 11 septembre 2024, informant l'exploitant de la non-transmission desdits résultats d'analyse des substances per- et polyfluoroalkylées dans les rejets aqueux de son établissement et des sanctions encourues dans le cadre de la mise en œuvre de la procédure de mise en demeure et du délai dont il dispose pour formuler ses observations ;

Considérant qu'à la date du 5 août 2024 il a été constaté l'absence de saisie des résultats des campagnes de mesures susmentionnées via l'outil GIDAF ;

Considérant que l'exploitant n'a pas transmis à l'inspection des installations classées les éléments demandés par courrier du 5 septembre 2024 susvisé qui lui a été notifié le 11 septembre 2024 ;

Considérant que ces constats constituent un manquement aux dispositions du point III de l'article 4 de l'arrêté ministériel susvisé ;

Considérant que face à ce manquement, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du Code de l'environnement en mettant en demeure la société REVIVAL exploitant une installation de transit de déchets et de dépollution de véhicules hors d'usage de respecter les prescriptions du point III de l'article 4 de l'arrêté ministériel du 20 juin 2023 susvisé, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du Code de l'environnement ;

Sur proposition du Secrétaire Général de la préfecture des Yvelines,

ARRÊTE

Article 1 – La société REVIVAL sise VC ZI N°4 Valenciennes ST SAULV 59880 SAINT-SAULVE exploitant une installation de transit de déchets et de dépollution de véhicules hors d'usage située 12 Avenue du Val sur la commune de LIMAY est mise en demeure de respecter, **sous un mois** à compter de la notification du présent arrêté, les dispositions du point III de l'article 4 de l'arrêté ministériel du 20 juin 2023 susmentionné ainsi rédigé :

« L'exploitant transmet les résultats commentés de ces campagnes d'analyse, par voie électronique, à l'inspection des installations classées au plus tard le dernier jour du mois suivant chaque campagne. Ces résultats sont transmis conformément à l'arrêté du 28 avril 2014 susvisé. »

Article 2 – Dans le cas où l'obligation prévue à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du Code de l'environnement. Conformément au dernier alinéa de l'article L. 171-8 du code de l'environnement, celles-ci pourront être publiées sur le site internet des services de l'État dans le département des Yvelines pour une durée de **cinq ans**.

Article 3 - Conformément à l'article L.171-11 du Code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Versailles, dans les délais prévus à l'article R. 421-1 du code de justice administrative, à savoir dans le délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication du présent arrêté. La juridiction peut être saisie au moyen de l'application Télérecours Citoyen (<https://citoyens.telerecours.fr/>).

Article 4 – Conformément à l'article R. 171-1 du Code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, le présent arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État dans le département des Yvelines pendant une durée minimale de deux mois.

Copie en est adressée :

- au secrétaire général de la Préfecture des Yvelines,
- au sous-préfet de Mantes-la-Jolie,
- au maire de la commune de Limay

- à la directrice régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports,
chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Versailles, le 23 décembre 2024

Pour le Préfet et par délégation,
La Directrice,
Pour la Directrice et par subdélégation,
la chef de l'unité départementale,


Delphine DUBOIS